

# Iran : Guerre, dictature et crises multiples

Intervention de Mazdak Kafai de la Solidarité Socialiste pour les travailleurs en Iran- France (SSTI)

*[Transcription de l'intervention de Mazdak Kafai (SSTI) lors d'une réunion publique « pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient », organisée par la CGT, la FSU, l'Union syndicale Solidaires et Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI), le 10 avril à la Bourse du travail de Paris.]*

Depuis l'annonce du cessez-le feu le 7 avril, les Etats-Unis comme la République islamique d'Iran clament avoir remporté une victoire. Ce sont les peuples d'Iran qui sont les principales victimes de cet affrontement. Sans oublier les Libanais qui subissent une agression militaire et l'occupation israélienne du sud-Liban.

## **Une trêve incertaine dans un contexte explosif**

Si cette trêve constitue un répit important pour les populations civiles, il faut lutter, notamment dans les pays du nord, pour que



*Mazdak Kafai (SSTI)*

la guerre ne reprenne pas. De ce point de vue, notre réunion publique revêt un caractère important.

Pour l'instant, les termes de la négociation ne sont pas clairement établis et acceptés par les deux parties, ce qui rend cette trêve fragile. Trump s'inscrit dans la longue histoire des ingérences et guerres impérialistes pour le contrôle des ressources de la région. C'est son but de guerre, en tant que représentant des majors pétroliers et militaires US. C'est également son but à titre personnel, puisque lui et ses proches ont des intérêts directs dans le pétrole

Netanyahou a quant à lui son propre agenda, comme il le montre en poursuivant son agression contre le Liban.

## **Une stratégie de destruction à grande échelle**

Les conséquences de cette guerre pour l'Iran sont considérables. Au-delà des milliers de victimes civiles, les bombardements ont visé des infrastructures essentielles :

- hôpitaux, écoles et universités,
- zones résidentielles,
- installations industrielles et pharmaceutiques,
- sites pétrochimiques et gaziers,
- routes et ponts.

L'objectif de cette guerre est d'affaiblir durablement les capacités productives de l'Iran, et faire que cet État soit incapable de peser dans la région, au prix d'un effondrement social durable.

Le but de guerre pour Israël est de rendre l'Iran inoffensif dans la région, et s'octroyer durablement le monopole de la puissance et de la violence au Moyen-Orient. Un Iran réduit à l'état actuel de la Syrie, l'Irak, le Yémen ou l'Afghanistan. Les exemples ne manquent pas dans la région.

Cette guerre impérialiste a été applaudie par les monarchistes iraniens qui représentent l'extrême-droite autoritaire, violente et ultra-libérale. Les peuples d'Iran s'en souviendront.

La guerre de juin 2025 avait déjà mis un coup d'arrêt momentané aux mobilisations sociales en cours, notamment l'importante grève des camionneurs qui intervenait après un mouvement national de contestation mené par les infirmières et infirmiers.

Nous étions un certain nombre à dire à la fin de l'agression militaire de juin 2025, que la guerre reprendrait certainement à moyen terme, et que les mouvements sociaux aussi referaient surface. En effet, les conditions de vie ne cessent de se dégrader en Iran, le poids de la dictature est de plus en plus insupportable, le régime avait perdu une grande partie de sa base sociale et de sa légitimité notamment après le soulèvement « Femme, vie liberté » de 2022.

Le soulèvement de fin décembre 2025-début janvier 2026 a été massif, et a été noyé dans le sang par le régime. Selon diverses estimations, il y aurait eu plus de 30 000 mort.s, des milliers de blessé.es, des arrestations massives et des disparitions. A la faveur de la guerre, a également eu lieu une accélération des exécutions et condamnations à morts. Le chef du pouvoir judiciaire Gholam-Hossein Mohsen Ejeï réclame aujourd'hui des condamnations rapides et sévères contre les manifestant.es.

C'est cette dictature sanglante que soutiennent certains réseaux militants campistes qui pensent que la lutte légitime contre l'ordre israélo-étatsunien dans la région passe par un alignement sur la République islamique d'Iran. Au lieu de construire des convergences entre les classes populaires de la région contre les dominations réactionnaires, impérialistes et coloniales, ces campistes opposent les peuples entre eux, et se rangent du côté des dictatures.

### **Une société déjà profondément fragilisée**

Cette guerre intervient alors que la société iranienne est frappée par des crises multiples et par la violence de la dictature : crise économique et sociale, crise environnementale, structures autoritaires dictatoriales et patriarcales de la République Islamique, racisme « grand Perse » à l'égard des minorités nationales, et traitement colonial de régions périphériques du pays (par exemple au Baloutchistan et au Kurdistan). Tout ceci forme un substrat hautement inflammable. Les mouvements sociaux éclatent à intervalle de plus en plus rapprochés, ils sont de plus en plus puissants, et s'affrontent de plus en plus violemment au pouvoir. À chaque fois, la base sociale du régime se réduit davantage et la République Islamique d'Iran se trouve toujours plus fragilisée et contrainte de réprimer encore plus violemment les aspirations légitimes de la population.

Le dernier soulèvement n'a pas explosé dans un ciel serein. Il fait suite à des vagues de contestations sociales et démocratiques à répétition, dont celles marquantes de 2009 contre la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad, celle de 2017-2018 et de novembre 2019 contre la vie chère et l'explosion des prix du carburant, et bien sûr le soulèvement « Femme, vie, liberté » suite au meurtre de Mahsa Jina Amini par la police des mœurs. A chaque fois a eu lieu une extension de la géographie de la lutte, et la répression du régime a été toujours brutale.

Mais les 8 et 9 janvier dernier le régime a organisé un black-out total en coupant internet pour commettre un massacre de masse, dépassant de loin par son ampleur les répressions contre les précédents mouvements. Depuis, internet est toujours coupé et les communications très difficiles avec l'intérieur. A mesure que la République islamique d'Iran s'affaiblit, sa violence à l'égard de la population se fait plus forte. Le pouvoir ne tient que par la force et la brutalité de sa répression.

Le fossé entre le régime et la population s'était déjà profondément creusé avec le mouvement « Femme, vie, liberté » de 2022. A l'issue de la répression du soulèvement des 8 et 9 janvier dernier, puis de la guerre américano-israélienne, la population est plus que jamais dans une détestation massive du pouvoir en place.

Le soulèvement « Femme, vie liberté », a mis en lumière à l'échelle mondiale, les processus sociaux endogène qui sont les vecteurs de changements, et qui doivent conduire au renversement de la République islamique d'Iran. En occident, beaucoup ont trop souvent

tendance à analyser l'Iran à partir des enjeux géopolitiques, en négligeant l'agentivité des peuples d'Iran, de la jeunesse, des femmes et des travailleurs/euses.

La mort de Jina Mahsa Amini le 16 septembre 2022, assassinée par ce qui est appelé la « Police des mœurs », a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

Un peu comme la mort par immolation du jeune vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi, a été en 2011 l'élément déclencheur de la révolution tunisienne et des printemps arabe.

L'assassinat de Jina, jeune femme kurde, concentrait en lui un grand nombre de facteurs d'oppressions croisées que la République Islamique fait subir aux peuples d'Iran. L'oppression à l'égard des jeunes, celle à l'égard des femmes, et bien sûr celle à l'égard des minorités nationales et religieuses.

Tout ceci dans une société où, à mesure que la misère explose, la surexploitation devient de plus en plus violente.

Le soulèvement « Femme, vie liberté » qui était une mobilisation sur l'ensemble du territoire, rassemblant femmes et hommes, a lui aussi été réprimé terriblement par le pouvoir. Au Baloutchistan et au Kurdistan, les modes de répression relevaient de la répression coloniale et les forces du régime n'ont pas hésité à tirer à balle réelle sur les manifestant.es. Ce mouvement, il faut le rappeler dans le contexte occidental, n'était pas un mouvement contre le voile, mais bien un mouvement contre le voile imposé. Il portait aussi en lui une colère et une détestation du régime dans son ensemble, y compris des sommets du pouvoir. Plus personne ne croit à des réformes, les manifestant.es réclament désormais la chute du régime.

Le soulèvement qui a commencé fin décembre 2025 a eu pour facteur déclenchant la question de la survie économique et sociale d'une immense majorité des Iraniens et Iraniennes, qui doivent faire face aux privations et à la dégradation de leurs conditions de vie.

Et à la moindre occasion, de nouveaux soulèvements éclateront. Car l'ensemble des facteurs qui ont poussé aux différents mouvements se sont aggravés.

### **Un bilan catastrophique**

Le bilan économique, social et environnemental de l'Iran est catastrophique. Bien sûr, les sanctions internationales y sont pour quelque chose. Et la ré-institution des sanctions européennes en septembre dernier, qui se sont ajoutées à celles imposées par Washington ont augmentées les difficultés de la population.

Du fait de ces sanctions, l'Iran qui est un des pays les plus riches en ressources pétrolières et gazières, vend son pétrole à la Chine à un prix très inférieur à celui pratiqué sur le marché mondial.

Avant cette guerre, l'Iran qui détient la deuxième réserve mondiale de gaz, importait 300 millions de mètres cubes de gaz naturel de Russie, tout ceci pour pallier ses pénuries, dû à un sous-investissement chronique. C'est le cas aussi pour l'essence qui est importé par manque de capacités de raffinage !

La République Islamique qui n'hésite pas à employer une rhétorique anti-impérialiste, est en fait complètement dépendante économiquement des impérialismes chinois et russe.

Le pouvoir cherche à utiliser les sanctions et la guerre pour masquer ses échecs, les problèmes de fond, la crise profonde et chronique, le fossé croissant entre l'État et la société, le mécontentement croissant des couches populaires, l'échec de l'administration, la corruption structurelle et l'affaiblissement des institutions.

L'été dernier, comme le précédent, une série d'explosions, de coupures d'électricité et d'eau généralisées dans plusieurs villes, ont une fois de plus mis en évidence la faiblesse évidente de l'appareil étatique dans la gestion des crises. Ces crises sont récurrentes et s'approfondissent.

Mais, les coupures d'électricité et d'eau dans les villes du nord et du centre, la pollution généralisée des nappes phréatiques, la destruction des forêts primaires (les forêts hyrcaniennes) et des ressources agricoles par exemple, démontrent l'incapacité de l'État à gérer efficacement les ressources.

Enfin, l'Iran est particulièrement frappé par les effets du réchauffement climatique et par la sécheresse. Les politiques destructrices de l'environnement menées par le régime, et notamment par les entreprises liées aux Gardiens de la révolution ont aggravé la situation. A tel point qu'à l'automne dernier, les dirigeants de la République islamique d'Iran ont envisagé de faire évacuer Téhéran !

Ces crises mettent également en lumière le poids de la corruption, du clientélisme et l'économie de prédation. Des élites politico-religieuses et les Gardiens de la révolution accaparent les ressources, tout en maintenant une majorité de la population dans une situation de dépendance et de précarité.

Sur le plan économique, le pays est frappé depuis plusieurs années par une hyperinflation, et la monnaie nationale se déprécie constamment. En 10 ans, selon les chiffres officiels, la monnaie iranienne s'est dépréciée d'environ 94% face au dollars.

Selon le Centre Statistique d'Iran, en 2018-2019, l'inflation était de 26,9% ; et de 34,8% en 2019-2020. Cette situation s'est aggravée pour atteindre 45,8% en 2022-2023. Aujourd'hui nous sommes au-dessus des 100% d'inflation et les prévisions de la Chambre de commerce de Téhéran prévoyait une inflation de 65% pour la fin de l'année. Avec la guerre, la situation s'est bien sûr détériorée.

Et encore une fois il ne s'agit là que de statistiques officielles. En fait, les prix alimentaires ont explosé bien au-delà, et cette tendance était en place bien avant la guerre. Par exemple, le prix du pain a été multiplié par deux en juillet 2025.

Le PIB est en déclin du fait notamment de la baisse des revenus des exportations pétrolières. Pour donner une idée comparative dans la région, en 2023 la Turquie avec 85 millions d'habitants avait un PIB de 1 118 milliards de dollars, celui de l'Iran avec 92 millions d'habitants atteint à peine 405 milliards de dollars la même année. Celui-ci devrait chuter aux alentours des 341 milliards en 2026.

Aujourd'hui, les salaires des travailleurs/euses, sont tombés sous le seuil de pauvreté. D'ailleurs, certains secteurs comme celui de la construction ont établi des minimas salariaux inférieurs au seuil de pauvreté. Des millions d'Iranien.nes vivent désormais dans des conditions de pauvreté relative ou absolue. Plus de 60% de la population se retrouve sous le seuil de pauvreté.

En 2024, le coût du panier de subsistance était estimé à 583 dollars alors que selon les estimations les plus hautes, le salaire moyen était de 220 dollars. Le loyer mensuel d'un logement moyen varie entre 600 et 1300 dollars pour une chambre.

Avec la guerre, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs/euses qui se sont retrouvés sans salaire du jour au lendemain. Ils/elles sont nombreux et nombreuses à avoir perdu leur emploi. Le chômage et la misère explosent. Selon Donyae Eghtesad, le principal journal économique d'Iran, l'appareil productif est à l'arrêt, il y a une pénurie des produits de première nécessités et une réduction drastique des importations.

**Un pouvoir totalement délégitimé**

Parallèlement à ces enjeux quotidiens, le régime est frappé par une crise de légitimité politique atteignant des niveaux inégalés. Dans ce contexte, les divergences au sein du régime filtrent régulièrement. C'est le cas notamment ces derniers jours entre ceux qui souhaitent un compromis avec Trump, et ceux qui souhaitent poursuivre la confrontation.

La direction des Gardiens de la révolution et les élites du régime profitent largement des sanctions internationales, notamment par l'organisation du marché noir, ainsi que par leur mainmise sur la rente pétrolière et sur les produits des ventes de pétrole à la Chine.

Ils font partie des grandes fortunes du Moyen-Orient. Leur mainmise sur les ressources et l'économie iranienne sont notoires, notamment par le biais du contrôle des ports du sud du pays. Ils ont par ailleurs le contrôle des Fondations (Bonyad) qui font partie des grandes holdings de la région. Ces Fondations ne sont pas imposables. Officiellement leurs responsables ne rendent de compte qu'au Guide et détiennent des pans entiers de l'économie iranienne (de l'agriculture aux hydrocarbures, en passant notamment par l'import-export, les ports et les compagnies aériennes. Quasiment rien ne leur échappe.

Parallèlement, avec la guerre, la structure politico-militaire de l'État a été mise sous pression. L'élimination de dirigeants militaires, politiques et religieux de premier plan, a reconfiguré la façade du régime. Celui-ci est désormais ouvertement dirigé par les Gardiens de la révolution, marginalisant davantage des figures comme celle du président de la République Pezeshkian.

Le régime en place adopte une politique encore plus dure à l'égard de la population. Il justifie cela par la guerre et la chasse aux collaborateurs et aux espions. Le pouvoir a profité de la guerre pour instaurer un climat sécuritaire étouffant : check point et quadrillage des villes, arrestations massives, pendaisons, menaces contre d'éventuels contestataires, etc.

Ce qui est certain, c'est que pour la République islamique d'Iran, « la guerre est une bénédiction divine ». C'est comme cela que Khomeiny qualifiait la guerre Irak-Iran. La guerre contre l'Irak lui avait permis de consolider son pouvoir et d'écraser la génération militante qui avait menée la révolution de 1979. A la signature du cessez-le-feu avec l'Irak, Khomeiny avait dit que pour lui c'était « boire un calice de poison ».

Aujourd'hui, le pouvoir en place cherche à utiliser la guerre pour écraser davantage la population, afin d'empêcher toutes les contestations sociales et mettre sous pression les secteurs militants de la société.

### **La nécessaire solidarité internationaliste**

Malgré la dictature et la répression, les luttes referont surface. Rien qu'en 2024, moins de deux ans après l'écrasement du mouvement « Femme, vie, liberté » 2 400 manifestations et 170 grèves dans 31 provinces et 70 villes ont été recensées. Avec la censure, ces chiffres sont bien sûr en-dessous de la réalité.

Ce qui est certain, c'est que les mouvements de révolte et les soulèvements se sont enchaînés à des rythmes de plus en plus rapprochés ces dernières années. Il y a fort à parier que quand la guerre s'éloignera, le pays connaîtra d'autres explosions sociales encore plus profondes et plus massives.

Notre tâche ici, est évidemment de porter la voix de celles et ceux qui luttent en Iran contre la République islamique et les interventions impérialistes. De celles et ceux qui luttent pour la justice sociale et l'égalité.

Cela implique notamment dans l'immédiat de :

- dénoncer la guerre et ses conséquences,
- soutenir les mouvements sociaux en Iran,
- lutter contre la peine de mort,
- exiger la libération des prisonnier.es politiques,
- refuser toutes les ingérences étrangères et toute solution par en haut,
- soutenir le droit à l'auto-détermination des peuples d'Iran et du Moyen-Orient, contre tous les impérialismes, le colonialisme et la dictature.

C'est le sens de l'action de Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI).

C'est en ce sens qu'il faut faire du 1<sup>er</sup> mai une date de mobilisation internationaliste.

C'est aussi le sens que nous donnons à notre mobilisation européenne à Genève le 5 juin prochain contre la participation de la délégation officielle iranienne à la réunion annuelle de l'OIT (Organisation internationale du travail). Cette délégation iranienne ne représente absolument pas les travailleurs et travailleuses d'Iran. Il s'agit d'une délégation du régime qui participe à la négation des droits sociaux et démocratiques des travailleuses et travailleurs.

C'est aussi le sens que nous donnons à la mobilisation anti-impérialiste et internationaliste contre le G7 qui se tiendra à Evian les 13 et 14 juin prochain.

Enfin, dans la situation actuelle nous devons accélérer les campagnes de solidarité avec les réseaux militants, notamment syndicaux, existant en Iran. Cela se traduit notamment par des campagnes de soutien financier, ainsi que la popularisation des publications militantes.

Et plus que jamais il est nécessaire de mener des campagnes de solidarité contre la peine de mort en Iran, et d'exiger la libération de l'ensemble des détenu.es politiques et d'opinion en Iran. Ce qui guette aujourd'hui les détenu.es c'est en effet une vague d'exécutions massives, comme celle commise par la République islamique d'Iran à l'été 1988.

10 avril 2026